

Cette traduction est fournie à titre gracieux. Seul le texte original en anglais fait foi.

Rapport spécial du GEC : Comment la République populaire de Chine cherche à remodeler l'environnement mondial de l'information

Sommaire

Tout pays doit pouvoir se présenter au monde comme il l'entend. Encore faut-il que son récit repose sur des faits et qu'il connaisse le succès ou l'échec en fonction de sa valeur intrinsèque. La RPC emploie toute une série de méthodes trompeuses et coercitives pour tenter d'influencer l'environnement international de l'information. La manipulation de l'information par Pékin englobe la propagande, la désinformation et la censure. Si rien n'y fait obstacle, les actions de la RPC auront pour effet de remodeler le paysage mondial de l'information, avec à la clé des distorsions et des lacunes qui pourraient même conduire les nations à prendre des décisions subordonnant leurs intérêts économiques et sécuritaires à ceux de Pékin.

Manipulation de l'information par la RPC

La RPC consacre chaque année des milliards de dollars à la manipulation de l'information à l'étranger. Pékin utilise des informations fausses ou tendancieuses pour promouvoir une image positive de la RPC et du Parti communiste chinois (PCC). Dans le même temps, la RPC supprime les informations critiques qui contredisent son discours sur des questions telles que Taïwan, ses pratiques en matière de droits de l'Homme, la mer de Chine méridionale, son économie nationale et son engagement économique international. Plus généralement, la RPC cherche à développer et à maintenir une structure incitative mondiale qui encourage les gouvernements étrangers, les élites, les journalistes et la société civile à accepter ses récits préférés et à éviter de critiquer sa conduite.

L'approche de la RPC en matière de manipulation de l'information consiste à tirer parti de la propagande et de la censure, à promouvoir l'autoritarisme numérique, à exploiter les partenariats internationaux et bilatéraux, à associer cooptation et pression, et à exercer un contrôle sur les médias en langue chinoise. Collectivement, ces cinq éléments pourraient permettre à Pékin de remodeler l'environnement mondial de l'information selon de multiples axes :

Influence ouverte et secrète sur le contenu et les plateformes. Pékin cherche à maximiser la portée des contenus tendancieux ou mensongers qui sont favorables à la RPC. Il a acquis des participations dans des médias étrangers par des moyens publics et non publics et a parrainé des influenceurs en ligne. Pékin a également conclu des accords de partage de contenu parfois restrictifs avec des médias locaux, ce qui peut conduire des enseignes médiatiques de confiance à donner de la légitimité à des contenus dont la source, à savoir la RPC, est dissimulée ou tout bonnement inexistante. En outre, Pékin s'est également efforcé de coopter des voix importantes

dans l'environnement international de l'information, telles que les élites politiques et les journalistes étrangers. Au-delà des producteurs de contenu, la RPC a ciblé des plateformes de diffusion de l'information mondiale, par exemple en investissant dans des services de télévision numérique en Afrique et dans des réseaux satellitaires.

Contraintes sur la liberté d'expression dans le monde. Sur les questions qu'elle juge sensibles, la RPC a eu recours à l'intimidation en ligne et dans le monde réel pour faire taire les dissidents et encourager l'autocensure. La RPC a également pris des mesures à l'encontre d'entreprises dans des situations où celles-ci donnaient l'impression de remettre en cause les récits privilégiés sur des questions telles que le Xinjiang. Dans les pays démocratiques, Pékin a profité de l'ouverture des sociétés pour engager des actions en justice afin d'étouffer les voix critiques. Sur WeChat, une application utilisée par de nombreuses communautés de langue chinoise en dehors de la RPC, Pékin a exercé une censure technique et harcelé des producteurs de contenu individuels. En particulier, les données recueillies par les entreprises de la RPC opérant à l'étranger ont permis à Pékin d'affiner la censure mondiale en ciblant des individus et des organisations spécifiques.

Une communauté émergente de dictateurs numériques. La RPC encourage l'autoritarisme numérique, qui repose sur l'utilisation de l'infrastructure numérique pour réprimer la liberté d'expression, censurer les informations indépendantes, promouvoir la désinformation et bafouer d'autres droits de l'Homme. En diffusant des technologies de surveillance et de censure, souvent par le biais de capacités regroupées sous le terme de « villes intelligentes » ou « sûres », la RPC a exporté à l'échelle mondiale des aspects de son environnement national de l'information. Pékin a également propagé des tactiques de contrôle de l'information, en mettant l'accent sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Parallèlement, la RPC a promu des normes numériques autoritaires que d'autres pays ont adoptées à un rythme rapide. À mesure que d'autres pays imitent la RPC, leurs écosystèmes d'information deviennent plus réceptifs à la propagande, à la désinformation et aux demandes de censure de Pékin.

Impact futur

Loin de se limiter à une simple question de diplomatie publique, la manipulation de l'information mondiale par la RPC constitue un défi à l'intégrité de l'espace mondial de l'information. Si rien n'y fait obstacle, les actions de Pékin pourraient déboucher sur un avenir où la technologie exportée par la RPC, les gouvernements locaux cooptés et la crainte de représailles directes de Pékin entraîneraient une forte contraction de la liberté d'expression dans le monde. Pékin jouerait un rôle important - et souvent caché - dans la détermination du contenu imprimé et numérique consommé par le public des pays en développement. Les forums multilatéraux et certaines relations bilatérales amplifieraient les récits préférés de Pékin sur des questions telles que Taïwan et l'économie internationale. L'accès aux données mondiales, conjugué aux derniers développements de la technologie de l'intelligence artificielle, permettrait à la RPC de cibler les publics étrangers avec une précision chirurgicale et donc peut-être d'influencer les décisions économiques et sécuritaires en sa faveur. Enfin, les efforts de censure déployés par Pékin à

l'échelle mondiale aboutiraient à un environnement international de l'information hautement contrôlé, caractérisé par des lacunes et des penchants inhérents en faveur de la RPC.

Dans un tel avenir, les informations dont disposent le public, les médias, la société civile, les universités et les gouvernements dans leurs relations avec la RPC pourraient être déformées par la propagande et la désinformation, et limitées par la censure. Cela constituerait un défi direct pour toutes les nations qui cherchent à fonder leurs relations avec la RPC sur des évaluations factuelles de leurs intérêts souverains. Cet avenir n'est pas joué d'avance. Bien que soutenues par des ressources sans précédent, la propagande et la censure de la RPC ont jusqu'à présent donné des résultats inégaux. Lorsqu'il a visé des pays démocratiques, Pékin a essuyé des revers importants, souvent en raison de la résistance des médias locaux et de la société civile. La compréhension à l'échelle mondiale de la manipulation de l'information par la RPC est une première étape vers un avenir dans lequel les idées, les valeurs et les récits de la RPC devront affronter la concurrence sur un pied d'égalité.